



Élections législatives libanaises de 2022

8 langues

Article Discussion

Lire Modifier Modifier le code Voir l'historique

Les **élections législatives libanaises de 2022** se déroulent le 15 mai 2022 afin de renouveler les 128 membres de la **Chambre des députés** du **Liban** pour un mandat de quatre ans.

Le pays est depuis plusieurs années l'objet d'une instabilité politique chronique ainsi que d'une grave crise économique — aggravée par les **explosions ayant touché le port de Beyrouth en 2020** — à l'origine d'une **série de manifestations de grande ampleur** et d'une importante défiance de la population à l'égard de la classe politique.

Le scrutin est organisé selon les principes d'un **confessionnalisme politique** qui voit les sièges répartis en amont du vote selon une clé de répartition basée sur la **religion** des différentes communautés, les partis concourant au moment du vote pour les sièges de leurs communautés respectives.

Le scrutin voit la défaite relative du **Hezbollah** d'**Hassan Nasrallah**, celui-ci conservant sa position dominante au sein de la communauté chiite avec son allié du **Mouvement Amal**, un succès contrebalancé par l'échec de ses alliés au sein des communautés maronite, druze et sunnite, qui voient notamment la victoire des **Forces libanaises** au détriment du **Courant patriotique libre**, ainsi que l'émergence de plusieurs formations réformistes issues de la société civile. Ces résultats conduisent à la perte de la **majorité absolue** détenue par les forces du Hezbollah, du Mouvement Amal et de leurs alliés dans la législature sortante, la nouvelle se retrouvant composée de formations très polarisées sans qu'un camp ne détienne de majorité, augurant une difficile formation d'un nouveau gouvernement.

Contexte [modifier | modifier le code]

◀ 2018



2028 ▶

Élections législatives libanaises de 2022

128 députés de la **Chambre des députés**

(majorité absolue : 65 sièges)

15 mai 2022

Corps électoral et résultats

Inscrits	3 970 073
Votants	1 629 317
	41,04 % ▼ 8,6



Hezbollah-Mouvement Amal et alliés – Hassan Nasrallah

Voix	705 087
	39,00 % ▼ 0,6
Sièges obtenus	41 ▼ 4



Mouvement du 17 Octobre et alliés

Voix	237 667
	13,14 % ▲ 10,6
Sièges obtenus	13 ▲ 12



Forces libanaises et alliés – Samir Geagea

Voix	235 343
	13,02 % ▲ 3,4
Sièges obtenus	20 ▲ 5



Courant patriotique libre et alliés – Gebran Bassil

Voix	170 050
	9,40 % ▼ 6,1
Sièges obtenus	20 ▼ 9

Élections précédentes [modifier | modifier le code]



Saad Hariri.

Article détaillé : [Élections législatives libanaises de 2018](#).

Les [élections législatives de mai 2018](#) interviennent après cinq ans de report successifs dans le contexte de la [guerre civile syrienne](#). Cette dernière provoque un conflit entre les deux principaux bords politiques quant à la position à adopter par le gouvernement — L'[Alliance du 14-Mars](#) soutenant l'opposition syrienne au contraire de l'[Alliance du 8-Mars](#) qui soutient [Bachar el-Assad](#) — avant de s'étendre à une [partie du territoire libanais](#) de 2011 à 2017. Si la guerre prend fin sur le territoire même du Liban, elle se poursuit toujours début 2022 chez son voisin syrien, dont le Liban accueille une importante part des réfugiés ¹.

Après huit mois de négociations entre des partis politiques émiétés selon des divergences tant idéologiques que religieuses, le pays se dote finalement d'un gouvernement le 31 janvier 2019. [Saad Hariri](#) est reconduit par le [Président de la République Michel Aoun](#) au poste de [Président du Conseil](#), à la tête d'un large [gouvernement de coalition](#) ².

Manifestations de 2019-2021 [modifier | modifier le code]

Article détaillé : [Manifestations de 2019-2021 au Liban](#).

Des [manifestations de grande ampleur](#) touchent cependant le pays à partir du 17 octobre de la même année. Initialement déclenchées en réaction à une augmentation des prix de l'essence et du tabac ainsi que par une nouvelle taxe devant toucher les messages échangées par [application mobile](#), les manifestations se transforment rapidement en un mouvement de protestation contre la stagnation de l'économie, le chômage, le système politique [confessionnaliste](#), la corruption et l'incapacité du gouvernement à fournir les services essentiels tels que l'eau, l'électricité et l'assainissement ^{3,4}. Après avoir tenté sans succès de calmer la population par des promesses de réforme ⁵, Saad Hariri finit par démissionner le 29 octobre 2019. [Hassan Diab](#) est nommé Président du Conseil des ministres par le [président de la République Michel Aoun](#) le 19 décembre 2019 ⁶. Son [gouvernement](#) obtient la confiance du parlement par 69 voix en sa faveur. La nouvelle coalition réunit alors le [Hezbollah](#), le mouvement [Amal](#), et le [Courant patriotique libre](#). Le vote est marqué par l'abstention de la majorité des députés sunnites dont notamment ceux du [Courant du futur](#).



Anciens membres du [Courant du futur](#) et alliés

Voix	96 616
	5,34 % ▼ 9,2
Sièges obtenus	7 ▼ 13



[Parti socialiste progressiste](#) et alliés – [Walid Joumblatt](#)

Voix	75 485
	4,18 % ▼ 0,4
Sièges obtenus	8 ▼ 1

[Président du Conseil](#)

Sortant

[Najib Mikati](#)
Mouvement Azm

Élu

[Nawaf Salam](#)
Indépendant

[modifier](#) - [modifier le code](#) - [voir Wikidata](#)



Manifestation à Beyrouth.

La situation économique du pays continue cependant de se détériorer. Début mars, endetté à hauteur de 81 milliards d'euros, le Liban se déclare en défaut de paiement, tandis que la [livre libanaise](#) enregistre une perte de 70 % de sa valeur en six mois et que le chômage touche 35 % de la [population active](#). Des émeutes de la faim éclatent à Beyrouth et à Tripoli le 29 mars^{7,8}. Perçu comme ayant adhéré aux mêmes politiques sociales et économiques que le gouvernement précédent, le gouvernement fait face à de nouvelles manifestations en juin à [Beyrouth](#) et dans plusieurs villes du sud⁸.

Explosions de 2020 au port de Beyrouth [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article détaillé : [Explosions au port de Beyrouth de 2020](#).

Ce sont cependant les [explosions dans le port de Beyrouth](#) qui provoquent la chute du gouvernement Hassan Diab. Le 4 août 2020, l'explosion de plusieurs milliers de tonnes de [nitrate d'ammonium](#) stockées dans un hangar de la zone portuaire provoque des dégâts humains et matériels considérables à travers la ville et le port. Le bilan final est de 215 morts et 6 500 blessés⁹, accompagnés de dégâts estimés à près de quatre milliards d'euros par la [Banque mondiale](#), l'explosion ayant touché ou endommagé la moitié de la ville. La zone industrialo-portuaire du [port de Beyrouth](#) est durement touchée, aggravant davantage encore la situation économique. Vitale pour le Liban, la zone en constitue le principal lieu d'échange de marchandises, assurant le transit de 60 % des importations du pays^{10,11}.



Cratère de l'explosion au port de Beyrouth.

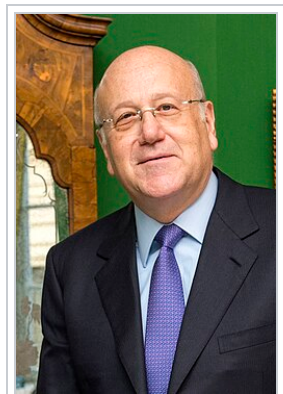
L'enquête sur les causes de l'explosion prend rapidement un tournant politique. Les autorités libanaises refusent toute enquête internationale, tandis que les [familles des victimes de l'explosion](#) accusent les dirigeants de nuire à l'avancée de l'enquête, voire de la saboter¹². Le premier juge nommé pour enquêter, Fadi Sawwan, est démis de ses fonctions après avoir inculpé deux anciens ministres pour négligence. Le second juge, [Tarek Bitar](#), reçoit quant à lui des menaces et de fortes pressions pour faire cesser l'enquête. Aucun des responsables politiques qu'il convoque ne se présente, et Bitar est lui aussi dessaisi de l'enquête le 5 novembre 2020 à la suite d'un recours en récusation déposé par l'un d'entre eux, l'ancien ministre Youssef Fenianos^{13,14}.

Le pays est à nouveau l'objet d'importantes manifestations à l'encontre de sa classe politique, conduisant notamment à l'incendie du ministère des Affaires étrangères. Le 8 août 2020 Hassan Diab propose l'organisation d'élections législatives anticipées¹⁵, avant de présenter la démission de son gouvernement deux jours plus tard¹⁶.

Gouvernement sortant [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après une tentative infructueuse de [Moustapha Adib](#) à former un gouvernement¹⁷, suivie de l'échec du retour de Saad Hariri à la tête du gouvernement, acté le 15 juillet 2021 après neuf mois de négociations^{18,19}, c'est finalement [Najib Mikati](#) qui parvient le 10 septembre suivant à former [un nouveau gouvernement](#)^{20,21,22}. Homme le plus riche du pays avec une fortune en milliards issue du secteur des

télécoms, déjà Président du conseil en 2005 et en 2011, Mikati est perçu comme un représentant de la classe politique traditionnelle et des élites économiques^{23, 24}, une image alourdie en octobre 2021 par les révélations par les [Pandora Papers](#) de son utilisation de paradis fiscaux²⁵. La crise socio-économique s'accroît en 2021, la Banque mondiale (BM) allant jusqu'à la qualifier de « l'une des trois pires crises [économique et financière] que le monde ait connu depuis le milieu du XIXe siècle ». Le Produit intérieur brut (PIB) est ainsi passé de près de 55 milliard de dollars en 2018 à seulement 20 milliards deux ans plus tard²⁶.

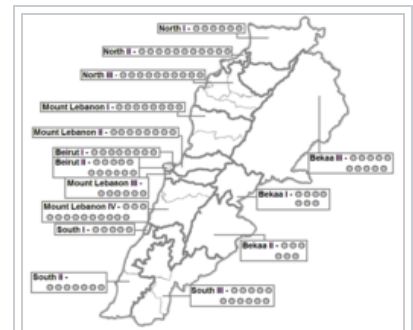


Najib Mikati.

Un temps avancée au 27 mars afin d'éviter leur organisation pendant la période du [ramadan](#) qui court du 2 avril au 2 mai, les élections sont finalement fixées au 15 mai 2022 par le président Aoun²⁷. Les expatriés votent cependant de manière anticipée les 6 et 8 mai, tandis que les membres des bureaux de vote et autres fonctionnaires participant au processus électoral votent le 12 mai^{28, 29}.

Système électoral [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le Liban est doté d'un [parlement unicaméral](#), la [Chambre des députés](#), composé de 128 sièges pourvus pour quatre ans au [scrutin proportionnel plurinominal](#) dans quinze [circonscriptions](#) de cinq à treize sièges, dont sept circonscriptions, elles-mêmes subdivisées en districts électoraux. Les électeurs votent pour une liste ouverte de candidats, avec la possibilité d'utiliser un [vote préférentiel](#) pour un candidat au sein de la liste qu'ils choisissent. L'ensemble des candidats doivent se regrouper dans ces dernières, composées d'un minimum de trois candidats, ce qui rend impossible les candidatures [sans étiquette](#)³⁰.



Répartition des sièges par circonscription.

En accord avec la pratique libanaise du [confessionnalisme](#) politique, les communautés religieuses libanaises se répartissent des [sièges réservés](#) dans les différentes circonscriptions suivant leur poids démographique. La répartition des voix se fait à la proportionnelle. Une fois l'ensemble des bulletins de vote dépouillés, le total des votes valides dans chaque circonscription est divisé par le nombre de sièges à pourvoir, ce qui donne en voix le [seuil électoral](#) nécessaire pour qu'une liste obtienne un siège. La répartition des sièges se fait entre les listes ayant atteint ce [quorum](#) de manière proportionnelle selon le pourcentage de voix obtenu, puis au sein des listes en accord avec les quotas confessionnels et le nombre de votes préférentiels obtenus par les candidats³⁰.

Les Libanais vivant à l'étranger sont autorisés à participer aux législatives. Bien que la [diaspora libanaise](#) soit évaluée à douze millions d'individus, soit le double de la population du [Liban](#) même, la plupart ne possèdent plus la nationalité plusieurs décennies après les vagues d'émigrations ayant touché le pays. Seuls 82 000 d'entre eux s'étaient ainsi inscrits pour les élections de 2018. Bien qu'une section de la loi électorale de 2017 prévoit l'attribution de six sièges à part pour la diaspora, leur vote est toujours comptabilisé dans



leur circonscription d'origine, les parlementaires ayant rejeté début 2022 la création de ces six circonscriptions^{30, 31}. Le vote a lieu le dimanche 8 mai, ou le 6 pour les pays où le dimanche est un [jour ouvré](#)³².

Un bureau de vote en France pour l'élection libanaise de 2022 situé à [Antony \(France\)](#).

Campagne [\[modifier | modifier le code \]](#)

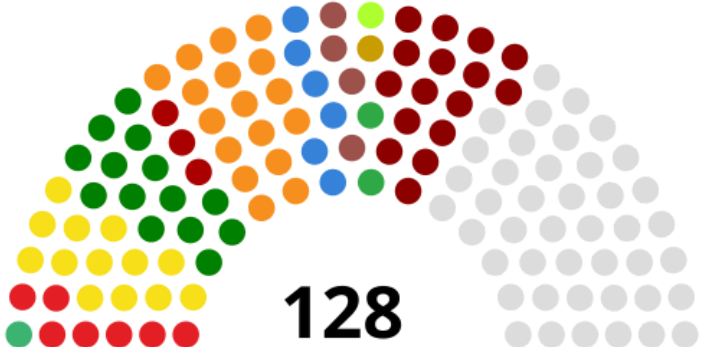
Saad Hariri annonce fin janvier son départ de la vie politique, et appelle dans la foulée le [Courant du futur](#) à s'auto-dissoudre avant les élections^{33, 34}.

Le dirigeant des [Phalanges libanaises](#), Samy Gemayel, rend publiques les listes de candidats de son parti le 20 février. Chrétien maronite, il présente son parti comme le seul à s'être opposé à l'élection de [Michel Aoun](#) et à ne pas avoir capitulé face aux exigences du [Hezbollah](#) d'[Hassan Nasrallah](#), responsable selon lui de l'isolement du Liban dans la région³⁵.

Résultats [\[modifier | modifier le code \]](#)

Résultats nationaux [\[modifier | modifier le code \]](#)

Résultats préliminaires des élections législatives libanaises de 2022^{36, 37, 38}

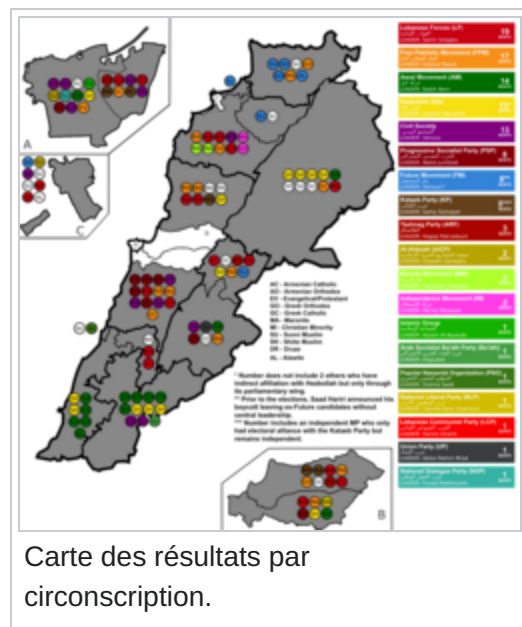
 128					
Parti		Voix	%	Sièges	+/-
	Hezbollah (H)	354 810	21,78	13	►
	Forces libanaises (FL)	202 204	12,41	14	▲ 2
	Mouvement Amal (A)	210 161	12,9	13	▲ 3
	Courant patriotique libre (CPL)	133 892	8,22	16	▼ 2
	Parti socialiste progressiste (PSP)	75 485	4,63	8	▼ 1
	Courant du futur (CDF)			8	▼ 5
	Phalanges libanaises (K)	50 137	3.08	4	▲ 1
	Fédération révolutionnaire arménienne (FRA)	12 404	0.76	3	►
	Jamaa Islamiya (JI)	22 249	1.37	1	▲ 1
	Brigade Marada (M)	25 914	1.59	2	▼ 1
	Parti national-libéral (PNL)	4 967	0.3	1	

Total	13	14	17	1	3	6	1	16	4	1	7	2	43	128
--------------	-----------	-----------	-----------	----------	----------	----------	----------	-----------	----------	----------	----------	----------	-----------	------------

Analyse [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le taux de participation est en forte baisse, s'établissant à un peu plus de 40 % contre près de 50 % en 2018⁴⁰. Les élections sont une défaite pour le [Hezbollah](#) et ses alliés, qui perdent la majorité absolue qu'ils détenaient. S'il décroche une large part des sièges au sein de l'électorat musulman chiite avec son allié le [Mouvement Amal](#), le Hezbollah échoue en effet dans son objectif de faire gagner ses alliés dans les autres communautés^{41, 42, 43}.

Au sein de la communauté chrétienne, le [Courant patriotique libre](#) du président Michel Aoun connaît un fort recul au profit du parti des [Forces libanaises](#), farouchement anti-Hezbollah qui le remplace à la première place parmi les formations chrétiennes. Le Mouvement Marada, pro-Hezbollah et pro-[Bachar el-Assad](#), voit également ses résultats décliner. Cette modification des rapports de force intervient quelques mois avant l'[élection présidentielle](#), réservée aux seuls candidats chrétiens maronites dans le cadre du Pacte national^{41, 43, 44}.



Les communautés druze et sunnite voient également la défaite des partis pro-Hezbollah, mais au profit de candidats réformistes de la société civile, le retrait du dirigeant du [Courant du futur](#), Saad Hariri, ayant notamment laissé un vide parmi les formations sunnites en lices⁴¹.

L'émergence relative de partis de la société civile, qui réunissent un dixième des sièges à la chambre, s'avère une surprise générale aussi bien pour la sphère politique libanaise que pour les partis concernés^{41, 43}.

La nouvelle chambre se retrouve ainsi davantage encore polarisée entre alliés et opposants au Hezbollah tandis que le Courant du futur — qui jouait un rôle tampon entre les deux camps — s'effondre, laissant courir le risque d'un nouveau blocage institutionnel⁴³.

Formation du gouvernement [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Des consultations parlementaires organisées début juin permettent au Premier ministre par intérim [Najib Mikati](#) de réunir les promesses de soutiens de 54 parlementaires sur 128. L'ancien ambassadeur du Liban auprès des Nations unies [Nawaf Salam](#) en obtient quant à lui 25, le reste s'abstenant. Le 23 juin, le président Aoun confie par conséquent à Najib Mikati la charge de former un gouvernement. Un processus long et difficile est jugé probable au vu des résultats des élections et des complexités politiques du pays. La formation du gouvernement intervient à l'approche de l'[élection présidentielle libanaise de 2022](#), normalement prévue au plus tard avant la fin du mandat de six ans de Michel Aoun le 31 octobre 2022⁴⁵.

- ↑ **(so)** « Lebanese rivals continue battles over Syria » [archive], sur *www.aljazeera.com* (consulté le 9 janvier 2022).
- ↑ « A bout de souffle, le Liban se dote d'un nouveau gouvernement » [archive], sur *Le Monde.fr* (consulté le 4 février 2019).
- ↑ « L'insurrection au Liban : révolution, unité et crise économique » [archive], sur *lvsl.fr - Tout reconstruire, tout réinventer*, lvslmedia, 12 décembre 2019 (consulté le 9 janvier 2022).
- ↑ « Les véritables raisons du soulèvement populaire au Liban » [archive], sur *claudeelkhal.blogspot.com* (consulté le 9 janvier 2022).
- ↑ L'Obs avec AFP, « Liban : le gouvernement annonce des réformes, sans calmer la colère de la rue » [archive], sur *L'Obs*, 21 octobre 2019 (consulté le 9 janvier 2022).
- ↑ « Hassan Diab obtient la majorité des votes des parlementaires libanais » [archive], sur *Libnanews*, 19 décembre 2019 (consulté le 23 janvier 2020).
- ↑ « Voix de faits », *Manière de voir*, n^o 174 « Liban, 1920-2020, un siècle de tumulte », décembre 2020 (lire en ligne [archive]).
- ↑ ^a et ^b AFP, « Les Libanais ne décolèrent pas » [archive], sur *Le Temps*, 13 juin 2020 (ISSN 1423-3967, consulté le 5 août 2020).
- ↑ « Liban. Explosion du port de Beyrouth : le magistrat qui gêne l'élite » [archive].
- ↑ **(en)** Dana Khraiche, Salma El Wardany et Verity Ratcliffe, « Beirut Explosion Destroys Tons of Lebanon's Food Stocks » [archive], sur *Bloomberg* (consulté le 7 août 2020).
- ↑ **(en)** Timour Azhari, « Dozens killed as huge explosion rips through Lebanon's Beirut », *Al Jazeera*, 4 août 2020 (lire en ligne [archive], consulté le 4 août 2020).
- ↑ « Explosion du port de Beyrouth : quand le pouvoir politique s'en prend à la Justice et aux victimes » [archive], sur *reflets.info*, 20 août 2021 (consulté le 18 octobre 2021).
- ↑ « Le juge Bitar a été menacé par le Hezbollah » [archive], sur *L'Orient-Le Jour*, 21 septembre 2021 (consulté le 18 octobre 2021).
- ↑ « Explosions à Beyrouth : après la suspension du juge Bitar, l'amertume des proches de victimes » [archive], sur *France 24*, 5 novembre 2021 (consulté le 5 novembre 2021).
- ↑ Pierre Zéau et Stanislas Poyet, « Beyrouth : sous la pression des manifestants, le premier ministre propose des élections anticipées » [archive], *Le Figaro*, 8 août 2020.
- ↑ Steve Tenré, « Liban : le premier ministre annonce la démission du gouvernement » [archive], *Le Figaro*, 10 août 2020 (consulté le 10 août 2020).
- ↑ « Liban : le Premier ministre désigné, Moustapha Adib, renonce à former un nouveau gouvernement » [archive], *TV5 Monde*, 26 septembre 2020 (consulté le 26 septembre 2020).
- ↑ « Liban : l'ex-premier ministre Saad Hariri candidat pour former un gouvernement » [archive], *Le Monde*, 9 octobre 2020.
- ↑ « Au Liban, Saad Hariri jette l'éponge », *Le Monde.fr*, 16 juillet 2021 (lire en ligne [archive], consulté le 17 juillet 2021).
- ↑ « Au Liban, le magnat des télécoms Najib Mikati désigné premier ministre », *Le Monde.fr*, 27 juillet 2021 (lire en ligne [archive], consulté le 12 septembre 2021).
- ↑ « Après 13 mois, un gouvernement enfin formé au Liban » [archive].
- ↑ https://information.tv5monde.com/info/liban-le-premier-ministre-najib-mikati-annonce-la-composition-du-nouveau-gouvernement-423875 [archive].
- ↑ « Le Liban a un nouveau gouvernement, après plus d'un an d'attente » [archive], sur *Le Monde.fr*, Le Monde, 10 septembre 2021 (ISSN 1950-6244, consulté le 9 janvier 2022).
- ↑ « Le retour de Mikati fait grincer des dents » [archive], sur *L'Orient-Le Jour*, 27 juillet 2021.

25. ↑ [Pandora Papers : cinq ans après les Panama Papers, l'évasion fiscale se porte bien.](#) [archive], Jacques Monin, le 3 octobre 2021, franceinter.fr
26. ↑ #, « [2021 : Le Liban s'enlise dans une crise sans précédent](#) [archive] », sur *Maroc Diplomatique*, Marocdiplomatie2015, 25 décembre 2021 (consulté le 9 janvier 2022).
27. ↑ « [Liban : le Parlement confirme la tenue d'élections législatives fin mars](#) [archive] », sur *France 24*, FRANCE24, 19 octobre 2021 (consulté le 9 janvier 2022).
28. ↑ « [Liban: le Président Aoun fixe les législatives au 15 mai 2022](#) [archive] », sur *www.aa.com.tr* (consulté le 9 janvier 2022).
29. ↑ « [Maoulaoui fixe les législatives au 15 mai 2022](#) [archive] », sur *www.lorientlejour.com*, 27 décembre 2021 (consulté le 9 janvier 2022).
30. ↑ ^{a b et c} [Législatives au Liban : proportionnelle, équilibre confessionnel... un système électoral complexe](#) [archive] France24.
31. ↑ « [Les élections législatives le 6 et 8 mai pour les expatriés et le 15 mai pour les résidents au Liban](#) [archive] ».
32. ↑ [Élections législatives au Liban : la diaspora libanaise appelée aux urnes.](#) France 24, 6 mai 2022. [Lire en ligne](#) [archive].
33. ↑ ^(en) « [Lebanon's Saad Hariri withdraws from politics](#) [archive] », sur *The National*, TheNationalNews, 2 février 2022 (consulté le 5 mai 2022).
34. ↑ ^(en) « [Hariri will not run in parliamentary elections due to 'Iranian influence'](#) [archive] », sur *Arab News*, 24 janvier 2022 (consulté le 5 mai 2022).
35. ↑ [LÉGISLATIVES 2022: Notre avenir se trouve à la croisée des chemins. Aux urnes citoyens pour un vote sanction !](#) [archive].
36. ↑ ^(ar) « [Résultats](#) [archive] », sur *www.interior.gov.lb* (consulté le 17 mai 2022).
37. ↑ ^(en) « [Here Are The Full & Final Results Of Lebanon's Elections 2022](#) [archive] », sur *961, the961*, 17 mai 2022 (consulté le 17 mai 2022).
38. ↑ ^(en) the961, « [Voter Turnout Across Lebanon Reaches 41.04%, Here's The Breakdown By District](#) [archive] », sur *961, the961*, 16 mai 2022 (consulté le 18 mai 2022).
39. ↑ « [Résultats des législatives libanaises : suivez notre direct](#) [archive] », sur *L'Orient-Le Jour*, 16 mai 2022 (consulté le 16 mai 2022).
40. ↑ « [Au Liban, les élections législatives dominées par l'abstention](#) [archive] », sur *Le Monde.fr*, Le Monde, 15 mai 2022 (ISSN 1950-6244, consulté le 17 mai 2022).
41. ↑ ^{a b c et d} ^(en) « [Monday Briefing: Lebanese elections bring change](#) [archive] », sur *Middle East Institute*, 16 mai 2022 (consulté le 17 mai 2022).
42. ↑ ^(en) « [Hezbollah allies suffer losses in Lebanon election, early results show](#) [archive] », sur *BBC News* (consulté le 17 mai 2022).
43. ↑ ^{a b c et d} Patrick ANGEVIN., « [Législatives au Liban. Le puissant Hezbollah fragilisé par les revers de ses alliés](#) [archive] », sur *Ouest-France.fr*, 16 mai 2022 (consulté le 17 mai 2022).
44. ↑ « [Quel avenir pour le Liban ?](#) [archive] », sur *www.senat.fr* (consulté le 2 avril 2022).
45. ↑ « [Liban: Aoun s'engage à tenir l'élection présidentielle à temps](#) [archive] », sur *www.aa.com.tr* (consulté le 6 août 2022).

v · m



Élections au Liban

[masquer]

Présidentielles 1926 · 1929 · 1936 · 1943 · 1948 · 1952 · 1958 · 1964 · 1970 · 1976 · 08/1982 · 09/1982 · 05/11/1989 · 24/11/1989 · 1998 · 2008 · 2014-2016 · 2022-2025 · 2031

Législatives 1922 · 1925 · 1927 · 1932 · 1943 · 1947 · 1951 · 1953 · 1957 · 1960 · 1964 · 1968 · 1972 · 1992 · 1996 · 2000 · 2005 · 2009 · 2018 · 2022 · 2026

Municipales 1963 · 1998 · 2004 · 2010 · 2016



Catégories : [Élections législatives](#) | [Élection en Asie en 2022](#) | [Élection au Liban](#) | [Politique en mai 2022](#)
| [2022 au Liban](#) [\[+\]](#)

La dernière modification de cette page a été faite le 16 juillet 2026 à 10:03. La page a été rendue avec [Parsoid](#).

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Contacts juridiques & sécurité](#) [Code de conduite](#)

[Développeurs](#) [Statistiques](#) [Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)

